



139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédocus 627 – 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr – Tél. : 01.53.18.83.03 – www.sprim-fo.org

Revue de presse du 30 avril 2026

Presse – Actualités

- [Le centre de formation du Quai d'Orsay veut davantage associer les directions métier pour construire son catalogue – Acteurs Publics](#)
- [Croissance : douche froide pour l'économie française, déjà plombée par la guerre au Moyen-Orient – Les Echos](#)
- [L'ampleur de l'aide au développement largement surestimée dans les pays du G7 – Les Echos](#)
- [Dans un secteur de l'IA en surchauffe, la démonstration de force des Gafam – Le Figaro](#)
- [Transition écologique : l'Afrique défend son droit au développement économique à la conférence de Santa Marta sur la sortie des énergies fossiles – Le Monde](#)

ARTICLES DE PRESSE

Le centre de formation du Quai d'Orsay veut davantage associer les directions métier pour construire son catalogue – Acteurs Publics

L'Académie diplomatique et consulaire s'appuie depuis quelques jours sur un réseau de référents issus de l'ensemble des directions du ministère des Affaires étrangères. Une innovation qui doit permettre de mieux faire remonter les besoins précis des agents du Quai d'Orsay, ainsi que les spécificités et les attendus liés à leur métier, pour mettre sur pied de nouvelles formations.

Deux ans après sa création, l'Académie diplomatique et consulaire (ADC) entame une nouvelle phase de sa montée en puissance. Le centre de formation du Quai d'Orsay, dirigé par l'ancien coordonnateur national du renseignement Didier Le Bret, vient de mettre sur pied un réseau de référents de formation, issus de l'ensemble des directions du ministère des Affaires étrangères. Sa visée ? Permettre à l'académie d'être en capacité de réellement s'appuyer sur les remontées des besoins des agents, ainsi que sur les spécificités liées à leur métier, pour alimenter son catalogue annuel de formations.

Ce nouveau réseau représente une vraie nouveauté pour l'académie, puisqu'il doit faciliter le travail de professionnalisation et de personnalisation des formations, entamé dès sa création. Car, jusqu'ici, les besoins issus du terrain n'étaient transmis qu'au compte-gouttes, et partiellement. *“Ces deux dernières années, nous construisions le catalogue à partir de l'existant, en l'améliorant comme on le sentait, avec des remontées artisanales, notamment issues des évaluations des agents, explique à Acteurs publics le directeur adjoint de l'ADC, Dominique Doudet. Désormais, nous souhaitons avoir un catalogue qui reflète le mieux possible les besoins des effectifs du ministère, aussi bien en centrale que sur des postes à l'étranger.”*

Des figures identifiées en interne

Dans cette optique, les référents, qui regroupent à la fois des directeurs adjoints et des chargés de mission, possèdent l'avantage d'être des figures identifiées au sein de la direction dans laquelle ils évoluent, tout en ayant, via leur statut de cadre bien placé dans un comité de direction, les moyens de pouvoir peser auprès de leurs équipes. *“On a besoin d'eux pour imposer aux membres de leurs services de suivre les formations obligatoires, comme celle sur la laïcité, par exemple”*, pointe Dominique Doudet.

De nombreux agents du ministère ne suivent en effet pas encore ces cursus de formation imposés, du fait d'un emploi du temps trop chargé ou d'un manque d'informations. Une donnee que souhaite également changer l'ADC, en s'appuyant sur son nouveau réseau, qui doit pouvoir faire office de courroie de transmission, en relayant les offres de formation ministérielle, mais aussi celles proposées par d'autres administrations.

Une attractivité déjà suffisante

Si le réseau de référents jouera un rôle prépondérant dès les prochaines semaines, en faisant remonter, avant l'été, les besoins individuels et collectifs des agents au centre de formation du ministère, il ne constitue pas pour autant, pour l'académie, un moyen d'attirer davantage d'agents dans ses salles de classe. *“Nous visons surtout une meilleure adaptation aux besoins”*, indique Dominique Doudet, qui ajoute que l'ADC *“fait déjà le plein”* en accueillant *“entre 5 000 et 5 800 personnes chaque année”*.

Ces stagiaires participent à la fois à des cycles initiaux, comme pour les nouveaux agents de catégorie A, ou bien, entre autres, à des formations à la prise de poste, pensées pour un large panel de métiers du réseau diplomatique. Avec des formats qui incluent des mises en situation, de la réalité virtuelle ou des interactions avec des comédiens. Comme l'indique Dominique Doudet, *“en connaissant mieux les besoins de chaque métier, nous pourrions encore davantage développer des modalités pédagogiques à la fois les plus innovantes et les moins descendantes possibles”*.

Désormais sur les rails, le réseau de référents, composé d'une trentaine de membres, s'est réuni une première fois, il y a quelques jours, pour se rencontrer et faire le point sur les premiers axes de travail, alors que le mercato annuel du Quai d'Orsay a déjà débuté. Ils ne devraient toutefois pas se revoir régulièrement, mais principalement recevoir les informations de

l'académie par voie numérique. Un état d'esprit résumé par le numéro 2 de l'académie : *“Nous comptons sur les référents pour nous apporter des analyses fines, mais nous ne voulons pas non plus les saturer de travail, parce qu'ils ont tous un emploi du temps très chargé.”*

Par [Paul Idczak](#)

* * *

EN CHIFFRES

Croissance : douche froide pour l'économie française, déjà plombée par la guerre au Moyen-Orient – Les Echos

Le PIB a stagné au premier trimestre de l'année, selon l'estimation provisoire publiée ce jeudi matin par l'Insee. Un chiffre nettement plus mauvais qu'attendu.

Dans le contexte de guerre au Moyen-Orient, la croissance française marque le pas. L'activité économique a stagné au premier trimestre, selon la première estimation provisoire publiée ce jeudi matin par l'Insee.

Un chiffre nettement plus mauvais qu'attendu. Fin mars, [l'institut de la statistique](#) tablait encore sur une hausse du PIB de 0,2 % au cours des trois premiers mois de l'année, comme au dernier trimestre de 2025. «L'essentiel de l'écart s'explique par le repli de l'investissement dans la construction», contrecoup de l'investissement qui a précédé les élections municipales, ont précisé les économistes de l'Insee lors d'un point presse. Depuis le mois de mars l'activité commence toutefois à porter les premiers stigmates du conflit qui a depuis le 28 février: Sur l'ensemble du trimestre, la contribution de demande intérieure finale (hors stocks) a la croissance a ainsi été nulle : la consommation des ménages a légèrement reculé (-0,1 %), l'investissement aussi (-0,4 %).

Le commerce extérieur a pesé très négativement sur la croissance (- 0,7 point). Les exportations ont accusé une baisse beaucoup plus forte (3,8%) que les importations (- 1,7%), pénalisées par des livraisons d'Airbus moins importantes que fin 2025. En miroir, les stocks ont en revanche eu une contribution positive. .

Nouvelle révision en vue ?

Le 14 avril, Bercy a [abaissé de 0,1 point](#) sa prévision de croissance pour l'ensemble de l'année, à 0,9 %, en raison de la guerre. Le gouvernement reconnaît que face à ce conflit dont l'issue reste imprévisible, il doit désormais [naviguer à vue.](#)

Ce jeudi matin, le baril de Brent dépassait les 124 dollars alors que le scénario de Bercy repose sur un prix du baril autour de 100 dollars jusqu'à la fin du deuxième trimestre, avant de se stabiliser autour de 80 dollars jusqu'à la fin de l'année...

[Plus d'informations à suivre...](#)

Nathalie Silbert

* * *

L'ampleur de l'aide au développement largement surestimée dans les pays du G7 – Les Echos

L'opinion publique dans les pays du G7 est peu au fait des moyens budgétaires consacrés à la coopération internationale. Selon un sondage Ifop, les montants évoqués excèdent 15 à 20 fois les capitaux réellement mobilisés.

La mésinformation est manifeste. Dans les pays du G7, l'opinion publique a une vision largement déformée de la politique de leur gouvernement en matière d'aide publique au développement (APD) et de coopération internationale. [Le sondage de l'Ifop commandé par la France](#), qui préside cette année le forum du G7, révèle une profonde méconnaissance de la réalité de l'aide financière fournie aux pays en développement. Quel que soit le pays du G7.

A la question de savoir quelle est la part du budget national consacrée à la coopération internationale, il ressort de l'enquête que les gouvernements du G7, en moyenne, consacraient près de 20 % de leur budget national à cet objectif. Au total, 36 % des personnes interrogées pensent que plus de 20 % du budget de l'Etat est dédié à cette coopération.

En la matière, ce sont les Américains qui surestiment le plus la réalité en estimant que le gouvernement mobilise plus de 25 % du budget fédéral des Etats-Unis à cet effet. Avec seulement près de 29 milliards de dollars en 2025 pour un total de dépenses fédérales de quelque 7.000 milliards de dollars, on en est loin. Washington mobilise 0,41 % de l'argent public pour la coopération.

Le bon montant cité par 2 % des personnes interrogées

Les Français, de leur côté, citent le chiffre de 14,7 %. Les Italiens sont plus proches de la réalité en avançant le chiffre de 11,6 %, tout en étant mal informé. Dans les faits, la bonne réponse est que les pays du G7 consacrent moins de 1 % du budget national à la

coopération internationale et à [l'aide au développement](#). Le bon montant n'a été cité que par 2 % des personnes interrogées dans l'ensemble des sept pays.

Si l'erreur est manifeste, sans doute faut-il y voir un manque d'information. En effet, 47 % des habitants des pays du G7 s'estiment bien informés sur la politique d'aide de leur gouvernement. La France affiche d'ailleurs le ratio le plus bas avec seulement un taux de 28 %. En France, seulement 50 % des personnes sondées estiment que l'APD est un financement (prêt ou don) accordé à des pays étrangers en développement.

Quand on les interroge sur les acteurs du développement, les noms de la Croix-Rouge (97 % des Français en ont entendu parler), l'Unicef (96 %), le ministre des Affaires étrangères (76 %) et la Banque mondiale (72 %) devançant largement l'Agence française de développement (AFD), le bras armé de la France pour l'Aide publique au développement (53 %). Les noms d'Expertise France (12 % connaissent) et Proparco (4 %), deux filiales de l'AFD, sont quasiment inconnus.

Encore pire : l'opinion publique française est celle qui doute le plus de l'efficacité de l'aide. Seuls 37 % des Français contre 68 % des Américains ou 52 % des Britanniques jugent efficace le soutien de leur gouvernement aux pays en développement. Peut-être faut-il y voir l'effet des attaques, l'an passé, d'une partie de la classe politique française [fustigeant le gaspillage de l'argent public dans le cadre de l'APD](#), s'est interrogé Rémy Rioux, le directeur de l'AFD, lors d'un point presse jeudi.

Mais, pour ce dernier, « il est frappant de constater la perception massivement déformée de ce que nous faisons réellement. C'est la raison pour laquelle nous communiquons de plus en plus en direction du grand public sur nos impacts de terrain et le sérieux de nos comptes », a-t-il ajouté.

Heures sombres de l'APD

D'une manière générale, les citoyens du G7 estiment à près de 80 % que la politique de coopération internationale est un investissement de long terme réalisé dans leur intérêt. C'est aussi une obligation morale, une façon de limiter la surexploitation des ressources naturelles, une manière de freiner la propagation des maladies infectieuses et un moyen de réduire les flux d'immigration entre pays en développement et pays développés.

Il n'en reste pas moins que le monde de l'aide et de la coopération vit des heures sombres avec une baisse très nette (-23 %) des sommes consacrées à l'Aide publique au développement en 2025. Une tendance qui devrait se poursuivre cette année selon les prévisions de l'OCDE. L'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la France ont représenté la quasi-totalité de cette baisse.

A eux seuls, les Etats-Unis sont à l'origine des trois quarts de ce recul, avec un montant d'aide en repli de 56.9 % par rapport à 2024. Une tendance qui n'est pas pour satisfaire l'opinion publique au sein du G7. En moyenne, 55 % des personnes interrogées par l'Ifof désapprouvent la réduction du budget dédié à l'aide internationale. Ils sont même 61 % à reprocher à Donald Trump d'avoir fermé, l'an dernier, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID).

Richard Hiault

* * *

Dans un secteur de l'IA en surchauffe, la démonstration de force des Gafam – Le Figaro

DÉCRYPTAGE - Lors de la publication de leurs résultats trimestriels, ils étaient attendus sur leur capacité à monétiser leurs gigantesques dépenses d'infrastructure. Meta et Google ont annoncé une nouvelle augmentation de leurs investissements dans l'IA.

C'est une véritable démonstration de force à laquelle se sont livrés les Big Tech ce mercredi 29 avril. Pour la première fois depuis 2020, Amazon, Google, Microsoft et Meta ont publié le même jour leurs résultats trimestriels, avant Apple demain. La coïncidence n'est pas anodine compte tenu du poids de ces entreprises dans l'économie américaine et mondiale. À elles quatre, elles pèsent 11.600 milliards de dollars de capitalisation boursière, soit 19 % de l'indice S&P 500, et elles prévoient d'investir cette année plus de 600 milliards de dollars, essentiellement en centres de données et autres infrastructures d'intelligence artificielle. « *Ce que les investisseurs veulent savoir, c'est quel est le retour sur investissement de toutes ces dépenses* », déclare Joe Maginot, gestionnaire de portefeuille chez Madison Investments.

La croissance des revenus des quatre géants est restée soutenue, comprise entre 17 % (Amazon) et 33 % (Meta). C'est la progression la plus élevée en cinq ans du numéro un mondial des réseaux sociaux. Les Big Tech continuent de surfer sur la bonne santé de leur activité de cloud, tirée par une demande exponentielle en puissance de calcul de leurs clients, qu'il s'agisse des GAFAM ou des jeunes pousses de l'IA comme Anthropic, OpenAI ou Perplexity qui ont le vent en poupe.

La palme revient à Google, challenger sur ce marché derrière Amazon et Microsoft, dont la division cloud a largement dépassé les prévisions des analystes avec une croissance de 63%. Son carnet de commandes a presque doublé d'un trimestre à l'autre, dépassant les 460 milliards de dollars. Il est suivi par Microsoft dont la division cloud affiche 29%, talonné par Amazon Web Services (AWS), la filiale d'Amazon (28%), qui enregistre sa croissance la plus élevée en 4 ans. AWS a notamment dévoilé la semaine dernière une commande de Meta de dizaines de millions de puces Graviton.

Au point que tous les acteurs frôlent la surchauffe. « *L'ensemble du secteur est actuellement confronté à des contraintes d'approvisionnement* », relève l'analyste Andrew Boone. Les infrastructures et les ressources énergétiques disponibles arrivent à saturation. « *Une partie de la question sera de savoir qui sera suffisamment performant pour transformer ces investissements en infrastructures* », poursuit l'analyste.

Meta et Google n'ont pas hésité à surenchérir en annonçant ce mercredi une nouvelle augmentation de leurs investissements dans l'IA. Meta prévoit désormais de dépenser entre 125 et 145 milliards de dollars cette année, contre 115 à 135 milliards prévus initialement. Google table, lui aussi, sur une hausse. Il vise 180 à 190 milliards (contre 175 à 185 milliards annoncés il y a quelques mois). De quoi renforcer la nervosité des investisseurs qui voient la facture de l'IA exploser. Face à cette inquiétude, les Big Tech doivent désormais démontrer leur capacité à se dégager des marges de manœuvre pour les financer. Meta a ainsi annoncé la semaine dernière le licenciement de 10 % de ses effectifs tandis que Microsoft a dévoilé son premier plan de départs volontaires en cinquante et un ans.

Microsoft en retard

Si les quatre géants se sont livrés à une démonstration de force, Microsoft était particulièrement attendu. Son titre affiche la plus mauvaise performance boursière du groupe, avec une baisse de 12 % depuis le début de l'année. Car l'entreprise a tardé à convertir sa vaste clientèle d'entreprises en utilisateurs payants de Copilot. Dans le même temps, les outils d'IA proposés par les partenaires de Microsoft, tels qu'Anthropic, menacent de supplanter les logiciels traditionnels qui constituent depuis longtemps sa vache à lait. Son partenariat avec OpenAI a également perdu son exclusivité. Les chiffres dévoilés ce mercredi ont sans doute permis de rassurer en partie les investisseurs. Son activité dans le domaine de l'IA a dépassé un chiffre d'affaires annualisé de 37 milliards de dollars, soit une hausse de 123 % en un an. « *Ce qui offre aux investisseurs un contrepoids plus solide en matière de rentabilité dans le débat sur les dépenses d'investissement* », relève Gadjó Sevilla, analyste chez Emarketer. Par ailleurs, le nombre d'utilisateurs payants de Copilot est passé de 15 à 20 millions en un trimestre. S'ils ne représentent que 4,5% des 450 millions de clients professionnels de Microsoft, ils n'en sont pas moins en progression « *constante* », note l'analyste. La firme a annoncé qu'elle allait ainsi fournir son assistant IA aux 750.000 salariés d'Accenture.

L'intelligence artificielle contribue aussi à doper les revenus publicitaires des Big Tech. Entre Meta et Google, la concurrence s'est intensifiée. Le numéro un mondial des réseaux sociaux devrait ravir au géant de Mountain View la couronne de roi de la publicité en ligne après vingt ans de règne. Selon le cabinet Emarketer, Meta devrait générer cette année 243,5 milliards de dollars de recettes publicitaires nettes, contre 239,5 milliards pour son rival. Meta capitalise sur sa puissante plateforme d'outils dopés à l'IA au service des annonceurs.

« Ces géants ont l'avantage d'avoir de l'argent, des infrastructures et des données. La bataille est aujourd'hui celle de l'adoption. Il leur faut fournir le meilleur cadre d'exécution et nouer des alliances stratégiques. Et ce dans un

timing sans cesse plus rapide », résume Hanan Ouazan, managing partner chez Artefact, société de conseil en IA.

La surprise créée par Anthropic

Car la pression vient aussi des nouveaux champions de l'IA. « *Jusque-là, les nouveaux acteurs de l'IA innovaient et les Big Tech, qui dominent la chaîne de valeur (infrastructures, data...), encaissaient*, résume Diego Ferri, associé chez EY Fabernovel. *On va voir s'ils arrivent à conserver leur avance. Le risque est d'investir trop vite sans monétiser.* »

Depuis plusieurs mois, Anthropic s'est fait une place de choix auprès des développeurs et des entreprises. Début 2027, ses revenus annualisés devraient atteindre 30 milliards de dollars et dépasser pour la première fois ceux du leader, OpenAI. La maison mère de ChatGPT, qui a, elle aussi, décidé d'opérer un pivot stratégique en direction des entreprises, aurait pris du retard face à ses objectifs. Selon le *Wall Street Journal*, elle s'était fixé d'atteindre un milliard d'utilisateurs hebdomadaires fin 2025 mais elle plafonnerait aujourd'hui à 900 millions. Elle aurait par ailleurs généré un chiffre d'affaires mensuel inférieur à ses prévisions à plusieurs reprises depuis le début de l'année.

* * *

Transition écologique : l'Afrique défend son droit au développement économique à la conférence de Santa Marta sur la sortie des énergies fossiles – Le Monde

Ce sommet réunissant plus de cinquante pays a accouché d'un rapport détaillant des solutions et des mesures. Mais les pays en développement tributaires de recettes pétrolières et gazières ont expliqué que l'équation était loin d'être simple.

Une cinquantaine de pays ont dégagé, mercredi 29 avril, leur propre consensus en conclusion de la conférence de Santa Marta, en Colombie, organisée pour tenter d'accélérer la transition hors du pétrole, du gaz et du charbon.

Ce sommet réunissant cinquante-six pays d'Europe, d'Amérique latine et des Caraïbes et des petites îles du Pacifique est né de la frustration face aux négociations onusiennes (les COP annuelles), où toute mention directe des énergies fossiles se heurte depuis deux ans au veto de nombreux pays. Ceux-ci, qui comptent les grands producteurs mondiaux, étaient absents à Santa Marta : Etats-Unis, Chine, Arabie saoudite, Russie et pays du Golfe.

« *Santa Marta est historique car c'est la première fois que nous pouvons ouvrir notre cœur, notre cerveau, et avoir de vraies conversations sans des rappels à l'ordre stupides, sans des procédures stupides, qui font dérailler toutes les négociations* », a estimé Juan Monterrey, le représentant du Panama.

Pour les pays présents en Colombie, la guerre au Moyen-Orient et le blocage des exportations du Golfe, qui ont fait grimper les prix des pleins d'essence et des billets d'avion partout dans le monde, leur donnent raison pour accélérer la sortie des énergies fossiles. Un objectif adopté universellement à Dubaï, aux Emirats arabes unis, lors de la COP de 2023 mais dans l'impasse politique depuis.

« *Quand ils nous regarderont dans le futur, ils se souviendront que nous étions ici, pour résoudre les défis de notre temps* », a déclaré, en clôture, la ministre de l'environnement colombienne, Irene Velez Torres.

« Il faut que ce soit équitable »

Néanmoins, pour les pays en développement tributaires de recettes pétrolières et gazières, l'équation est loin d'être simple et leurs représentants à Santa Marta l'ont fait savoir. Des pays africains ont ainsi affirmé qu'ils continueraient à forer, illustrant les tensions entre les impératifs climatiques et les besoins du développement.

« *Pas de sortie [des énergies fossiles] – une réduction progressive. Tel est le message* », a résumé auprès de l'Agence France-Presse (AFP) Onuoha Magnus Chidi, conseiller auprès du ministre du développement régional nigérian. « *Il faut que ce soit équitable* », précise-t-il. Au Nigeria, sixième pays le plus peuplé du monde et l'un des premiers producteurs africains, démanteler l'économie fossile prendra du temps, insiste-t-il. « *Des gens vont perdre leur emploi... Comment allez-vous les réinsérer dans d'autres secteurs ?* », demande-t-il, plaidant pour davantage d'aides financières.

Le Sénégal tient un discours similaire. Le pays, récemment entré dans le club des producteurs d'hydrocarbures offshore, ne veut pas sacrifier son développement au nom du climat. « *On est conscient qu'on est dans des enjeux planétaires qui nécessitent la transition* », a reconnu Serigne Momar Sarr, conseiller technique au ministère de l'environnement et seul représentant sénégalais à Santa Marta. « *Ce que nous voulons affirmer, c'est notre droit au développement en toute responsabilité* », a-t-il plaidé.

L'Afrique ne représente qu'une fraction des émissions mondiales, rappelle-t-il, et fera sa transition en même temps qu'elle continuera à exploiter ses ressources.

Pas de texte contraignant

Les textes adoptés à Santa Marta n'ont aucun caractère contraignant. Un rapport, fruit de débats et de contributions écrites, détaille des solutions et des mesures, et un groupe scientifique a été désigné pour conseiller les gouvernements qui le souhaitent.

Les pays ont aussi décidé que ce rendez-vous serait renouvelé. La deuxième conférence sur la sortie des énergies fossiles aura lieu en 2027 dans le minuscule archipel de Tuvalu, dans le Pacifique ; elle sera organisée en duo avec l'Irlande, comme Santa Marta le fut avec un autre pays européen, les Pays-Bas.

D'ici là, tous ces pays porteront ce message structuré aux prochaines négociations onusiennes sur le climat, en novembre à Antalya, en Turquie (COP31), où le Brésil, hôte de la COP30, espère toujours formaliser l'idée de feuilles de route pour sortir des énergies fossiles.

* * *

Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce [bulletin d'adhésion 2025](#) accompagné du paiement correspondant.